

CLUB DES COLLECTIVITÉS POUR L'ESS

en région Grand Est

-  **Date : 15 octobre 2024**
-  **Horaire : 10h-12h**
-  **Lieu : En ligne**

**Finance solidaire
& collectivités locales**



Introduction du sujet et enjeux

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du Club des collectivités locales pour l'ESS en région Grand Est, lancé en novembre 2021, co-organisé par la CRESS Grand Est et le RTES.

La finance solidaire est un partenaire important des acteurs de l'économie sociale et solidaire. Quelles sont les structures qui existent ? Comment une collectivité peut-elle s'impliquer pour favoriser et développer la finance solidaire sur son territoire ? Le Club a permis à partir de témoignages croisés d'acteurs de la finance solidaire et de collectivités de rappeler les principes de la finance solidaire et de présenter les coopérations possibles avec les collectivités.

Synthèse des interventions

MOT D'ACCUEIL

Arnaud Magloire, maire de Sainte-Savine et membre du bureau du RTES

En Grand Est, 13 collectivités, de la région à la commune en passant par des départements et des intercommunalités, sont adhérentes au RTES. **Le RTES est un réseau national réunissant plus de 180 collectivités à tout échelon.** Arnaud Magloire rappelle l'utilité de ce Club : mettre en avant des initiatives des territoires et exposer ce qu'une collectivité peut faire en lien avec les acteurs de l'ESS.

Virginie Bettelli, directrice adjointe de la CRESS Grand Est

La CRESS Grand Est représente les acteurs de l'ESS et réunit 69 organisations de l'ESS de la région. Elle est membre du Comité technique de la Gouvernance Unie de l'ESS en Grand Est, aux côtés de l'État, de la Région et de la Banque des territoires. Elle anime la plateforme ESSOr Grand Est qui référence les appels à projets concernant l'ESS, les modalités d'accompagnement et les modalités de financement. Concernant la thématique du jour, la CRESS peut accompagner les collectivités sur la commande publique, les achats responsables et les SPASER.

INTRODUCTION FINANCE SOLIDAIRE ET COLLECTIVITÉS LOCALES

Pierre-Alain Simon, chargé de mission animation du réseau et RAF au RTES

Même s'il n'existe pas de définition légale, on peut définir la **finance solidaire comme celle qui relie les épargnant.e.s aux entreprises associées à l'utilité sociale et ou environnementale**. Elle permet de **donner du sens à leur épargne**, via la souscription de produits appelés "d'épargne solidaire". FAIR fédère les acteurs de la finance solidaire au niveau national, soit aujourd'hui plus de 140 entreprises solidaires, banques, sociétés de gestion, ONG, grandes écoles et personnalités engagées. FAIR attribue le label Finansol, qui distingue les produits d'épargne solidaire des autres auprès du grand public. Plus de 180 produits sont concernés : établissements financiers, de banques, assurances, mutuelles, sociétés de gestion qui commercialisent des placements et collectent l'épargne des citoyens, de fonds envers les financeurs solidaires, mais aussi d'associations et de sociétés de capital risque solidaire.

Quelques exemples sont donnés :

- Femu Qui, plateforme d'investissement en Corse depuis 1990 ;
- Garrigue, une société de capital risque solidaire en Ile-de-France ;
- Initiatives pour une économie Solidaire (Iés), SCIC de finance citoyenne labellisée Finansol en Occitanie ;
- des clubs d'investisseurs citoyens comme Les CIGALES ;
- ou encore des foncières solidaires comme Terre de Liens.

Pierre-Alain Simon a rappelé quelques chiffres du dernier baromètre de la finance solidaire édité par FAIR. En 2023, un développement de la finance solidaire en France a été observé, avec une progression de 4 milliards d'euros dans l'épargne solidaire, soit une valeur de 30 milliards d'euros en décembre 2023. Cela représente **une progression de 15% sur 1 an**. Cependant, ces 30 milliards ne représentent que 0,5% du total de l'épargne en France.

Pour en savoir plus sur le Baromètre de la finance solidaire FAIR, [cliquez ici](#)

Co-organisateurs :



Parmi les leviers des collectivités :

- La mobilisation des citoyen.n.e.s via notamment les CIGALES, qui sont des clubs d'investisseurs pour une gestion alternative et locale de l'épargne solidaire, avec près de 2 500 personnes qui interviennent auprès d'entreprises, les accompagnent dans leur création et leur développement ;
- L'appel à la finance éthique ou aux financements participatifs avec des acteurs tels que [la Nef](#), le [Crédit Coopératif](#) ;
- La participation à un fonds de dotation territoriale : le fonds [Metz Mécènes Solidaires](#) en Moselle ;
- Le soutien direct aux monnaies locales (soutien direct à l'association porteuse de la monnaie, possibilité de payer les services publics en monnaie locale...).

FOCUS SUR LES MONNAIES LOCALES

Avec Tom Baumert, coordinateur du Stück

Environ 80 monnaies locales existent en France actuellement. Dans le Grand Est, sont en circulation le [Stück](#) dans le Bas-Rhin, [La Cigogne](#) dans le Haut-Rhin, et le [Florain](#) du côté de Nancy. La plupart de ces monnaies locales en France sont fédérées dans un réseau, le [Mouvement Sol](#).

Fonctionnement des monnaies locales : 1 Stück a la **même valeur monétaire qu'1 euro**, selon la réglementation de la loi ESS de 2014. Pour l'utiliser, il faut rejoindre l'association porteuse de la monnaie locale, et participer au système de cotisation regroupant des professionnels et des particuliers afin de soutenir l'association et le projet. C'est un outil économique, base de la création d'un réseau d'acteurs économiques (particuliers, professionnels mais aussi des collectivités) fédéré grâce à une **charte de valeurs écologiques et sociales** (la charte peut légèrement varier d'une monnaie à une autre), promettant des pratiques vertueuses par les consommateurs et les professionnels du territoire.

Pour dépenser la monnaie locale, un territoire est délimité : pour le Stück, il s'agit du Bas-Rhin. Concrètement, un particulier va convertir ses euros en monnaie locale, par exemple en Stück, dans des bureaux de change (billets papier) ou via une application mobile (monnaie dématérialisée) où son portefeuille numérique sera crédité. Les échanges commerciaux se réalisent souvent par un QR code relié à l'application de la monnaie locale.

Quand on paie en monnaie locale chez un commerce, ce dernier s'engage à la réutiliser dans un réseau local qui correspond à la charte. De plus, les euros convertis sont **placés à la NEF pour financer généralement des projets locaux**.

Au-delà d'être un levier économique, les monnaies locales entraînent de nombreuses finalités positives :

- Nouvel espace de **citoyenneté avec des enjeux de démocratie** : par l'éducation populaire ;
- Solidarité et entraide ;
- Des **enjeux écologiques** par les pratiques vertueuses ;
- Des **dynamiques territoriales** ;
- Des **avantages économiques**.

Pour aller plus loin, retrouvez l'étude sur l'utilité sociale des monnaies locales complémentaires du Mouvement Sol.

Le Stück a été créé en 2014, et fonctionne avec 2 salarié.e.s grâce au soutien de la Ville, de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Région Grand Est.

Pour les collectivités, travailler avec les monnaies locales permet d'identifier et de se mettre en réseau avec des commerces de proximité qui sont importants pour la vie du territoire (artisans, entrepreneurs...) qui peuvent être isolés, ou en cours de création, et qui ont besoin de soutien. Économiquement, il est possible de soutenir les monnaies locales par des subventions ou des prestations (faire face à l'inflation, aux baisses des aides sociales et des subventions, aux factures d'énergie). Symboliquement et politiquement, **les collectivités qui s'impliquent dans la circulation et la promotion des monnaies locales sur leur territoire peuvent mobiliser leurs élu.e.s** et vulgariser l'intérêt des monnaies locales. Enfin, la mise en relation assure des regards croisés sur ce qu'il se passe sur le territoire, de découvrir d'éventuelles thématiques et projets qui peuvent concerner les monnaies locales.

Découvrez d'autres implications de collectivités dans les monnaies locales sur le site du Mouvement Sol

Pour aller plus loin : plus d'une centaine de participant.e.s se sont donné rendez-vous à Montpellier le 22 novembre pour la **8ème édition des rencontres "Monnaies locales complémentaires & collectivités territoriales"**, organisée par le **RTES, le Mouvement Sol, Montpellier, Ville, Métropole et CCAS, et la Graine**, monnaie locale complémentaire citoyenne de l'Hérault. [Lire l'article retour de l'événement sur le site du RTES](#)



Comment créer de la coopération dans un contexte où tout le monde est en train de compter ses sous ? Ce n'est pas évident.

— Tom Baumert



Co-organisateurs :



Témoignage de l'Eurométropole de Strasbourg : Sandra Guilmin, chargée de mission ESS à l'Eurométropole de Strasbourg

L'Eurométropole de Strasbourg comprend les 33 communes dont Strasbourg. La Ville de Strasbourg a été présente dès le démarrage de la monnaie locale, en co-finançant l'étude des besoins dans le cadre d'une mesure micro-projet (mesure 423) qui est issue du Fonds social européen, ainsi que sa mise en place.

Par la suite, des conventions financières ont été rééditées chaque année (dont une convention pluriannuelle d'objectifs à un moment donné). **D'un soutien financier, la Ville est devenue adhérente du Stück** ; les élus en charge de l'ESS et en charge du commerce suivent la monnaie locale. L' élu en charge du commerce fait partie de la gouvernance du Stück (cercle d'orientation), il participe concrètement en tant qu'adjoint au commerce aux remontées de terrain, à la réflexion sur le développement du Stück. Par l'intermédiaire du Mouvement Sol, un appui a pu être apporté pour convaincre la direction des finances.

Sandra Guilmin interpelle les participant.e.s sur le rôle politique des monnaies locales, qui sont souvent vues comme une idéologie anticapitaliste. Ce sont avant tout des **outils techniques du territoire**, qui déclenchent parfois des vifs débats au sein des collectivités, et demandent de construire un argumentaire prouvant toutes les retombées positives de leur circulation.

ILLUSTRATIONS DU SOUTIEN DU DÉPARTEMENT EN FAVEUR DE LA FINANCE SOLIDAIRE

Antony Caps, vice-président du Département de Meurthe-et-Moselle

Le Département de Meurthe-et-Moselle a depuis de nombreuses années fait de l'ESS un fer de lance du développement local. Au-delà de l'aspect promotionnel, il soutient tout entrepreneur engagé qui, par son projet, contribue à la transformation positive de la société et des territoires en mettant l'accent sur l'ensemble des valeurs intrinsèques à l'ESS. Pour être au plus près des territoires, il fallait repenser l'organisation : des chargés territoriaux de l'ESS qui maîtrisent parfaitement les dynamiques territoriales ont pour mission de sensibiliser, accompagner, structurer et valoriser l'ESS sur chacun des 6 territoires de Meurthe-et-Moselle et auprès des acteurs des territoires proposant une offre de service. Côté politiques publiques, un SPASER a été adopté dans l'ensemble des marchés publics. **La co-construction de cet écosystème avec les acteurs sert à développer des dispositifs de financement adaptés aux territoires, et permet à l'ensemble des entrepreneurs d'y accéder.**

Des leviers de financement solidaire soutenus par le Département existent, focalisés sur l'orientation d'une épargne citoyenne vers des financements d'entreprises et d'associations qui exercent des activités à forte utilité sociale ou environnementale sur les territoires :

- **Partenariat avec France Active Lorraine**, pionnier de la finance solidaire, depuis 2006. Il s'adapte au fil de l'évolution du projet départemental en matière de soutien aux politiques d'insertion, d'emploi, d'économie solidaire, d'innovation sociale. Travailler avec France Active Lorraine permet de mobiliser son expertise dans les différents accompagnements des structures de l'ESS et de l'utilité sociale, et de bénéficier d'un apport associatif avec droit de reprise, de prêts solidaires ou encore de garanties.
- **Soutien à la plateforme de financement participatif Okoté**, qui bouscule les codes de financement participatif en fédérant à la fois les citoyens et citoyennes, les collectivités et les entreprises.
- **Le Département adhère à l'association portant la monnaie locale le Florain**, aux côtés d'autres collectivités (commune de Jarville, de Vandœuvre-lès-Nancy, de Malzéville). 5000 € sont mobilisés par le Département pour soutenir cette monnaie locale.
- Depuis une quinzaine d'années, **un partenariat inscrit dans la charte départementale agricole avec Terre de Liens** favorise l'installation de personnes éloignées de l'emploi, pour y développer une agriculture bio. 15 000 € sont engagés.
- **5 Clubs CIGALES** sont basés en Meurthe-et-Moselle : ambition du Département de soutenir ces initiatives.
- Participation à des **fonds de dotation**, mobilisant des entreprises privées du territoire et contribuant à la création d'écosystèmes responsables de proximité et plus vertueux (exemple : soutien à une entreprise adaptée de Lunéville).

FOCUS SUR UNE PLATEFORME DE FINANCEMENT PARTICIPATIF

Nicolas Matusiak, responsable du développement de la plateforme de financement participatif Okoté, chez France Active Lorraine

Le financement participatif, c'est une course contre la montre : la campagne de dons citoyens a des objectifs en termes de montant et d'euros à atteindre, en un temps limité. Si le montant n'est pas atteint, les dons sont remboursés aux donateurs. L'enjeu de réussite ou de perte est réel.

Le financement participatif s'est lancé en 2009, pour atteindre un pic en 2012. Pour la 1ère fois en 2024, le financement participatif "stagne", à environ 1 milliard d'euros par an. Quelques tendances de ces dernières années :

- Les plateformes se sont professionnalisées : plateformes de prêts et d'investissement, crowdlending ou crowdequity... avec des montants beaucoup plus élevés.

Co-organisateurs :



- Sur la partie des dons, les plateformes se sont toutes réorientées spécifiquement vers des projets sociaux et environnementaux, pour atteindre un meilleur taux de réussite. Exemples : [Ulule](#), [KissKissBankBank](#) et [HelloAsso](#). Cependant les modèles économiques ne suivent pas et sont instables. Certaines structures comme HelloAsso tiennent grâce à leurs autres activités ; les campagnes de dons ne suffisent pas.
- D'autres acteurs sont en plein développement, comme [LITA.co](#), pour investir dans des entreprises sociales à fort impact positif (Exemple : [Le Fourgon](#)). Dans la région Grand Est, les acteurs de dons, de prêts et d'investissement sont assez orientés sur la finance solidaire. Les citoyen.ne.s vont financer des projets qui leur paraissent intéressants pour le territoire.
- Les plateformes locales : exemple d'[Okoté](#), née il y a 5 ans en Alsace et il y a 2 ans en Lorraine, grâce au soutien du Département de Meurthe-et-Moselle.



C'est un levier d'action : quand un citoyen fait un don sur une campagne, pour lui, c'est le même geste que voter.



— Nicolas Matusiak

Okoté est unique en France, grâce à l'**effet de triple abondement**. Il fonctionne sur le principe de l'abondement participatif : les dons des citoyen.ne.s sont multipliés par les partenaires publics et privés qui s'engagent aux côtés des projets. Pour chaque euro donné, chaque partenaire verse un montant supplémentaire ! Au final, **10€ d'un citoyen dans un projet assure 30€ de financement**. Le taux de succès est de **96 %** sur ces campagnes (Hello Asso est à 14 %). Avec [Goteo](#), son équivalent espagnol, **Okoté est la 3ème plateforme européenne de ce type, et la 1ère en France**.

Concrètement, les campagnes Okoté tournent autour de 15 000 €, de 30 à 60 jours. Les frais de commission s'élèvent à 8% (taux classique). L'un des facteurs clés de succès est l'accompagnement personnalisé apporté aux porteurs et porteuses de projets jusqu'à la fin de la campagne. Une campagne de financement participatif est un financement complémentaire. Elle doit être lancée pour des bonnes raisons, car le travail de visibilité, de notoriété et de partenariat nécessite de l'investissement. Si une campagne n'a pas reçu de don au bout de 5 jours, elle ne marchera pas, car elle crée de la méfiance. Sur HelloAsso, 50 % des campagnes se finissent sans aucun don. C'est l'effet "restaurant vide". C'est pourquoi chez Okoté, l'astuce pour sauver la moitié des campagnes est l'accompagnement dans la **recherche des promesses de don en amont de la campagne**, afin d'alimenter les 3 à 5 premiers jours.

Prochainement, avec France Active Lorraine, un accompagnement groupé de porteur.se.s de projet en Meurthe-et-Moselle est en cours. Ces 5 associations vont être formées sur leurs besoins spécifiques.

Exemples de collaborations avec Okoté :

Une agence du groupe Passion Automobiles, en Alsace, a financé le [Garage Solidaire de l'Armée du Salut](#) via Okoté. C'est une structure d'insertion qui a pour but de vendre ou de louer des véhicules à très bas coût, en priorité à des personnes qui sont au chômage et qui ont besoin d'un véhicule pour obtenir un emploi. Aujourd'hui, ils travaillent encore ensemble (sous-traitance). Okoté a été le point de départ de cette collaboration, entre le monde ESS et le monde privé classique. [Pour en savoir plus sur cette collaboration, cliquez ici](#)

En Meurthe-et-Moselle, le projet [Pas de Panique 112](#) a été monté par une médecin-urgentiste suite au constat que la France était l'un des pays européens comprenant le moins de personnes formées aux gestes de premier secours. Dans l'objectif de faire de la prévention, formation et sensibilisation auprès des enfants, elle a inventé des kits pédagogiques pour les 3 à 14 ans. Totalement autonome, il peut être utilisé par un professeur en primaire ou au collège, ou par une association, pour apprendre les gestes de premier secours. Ce projet a été financé par [Est Incendie](#), une entreprise régionale spécialisée dans la vente, l'installation et la maintenance de matériels de protection incendie, pour des raisons morales. C'est une question d'affinité et d'engagement de l'entrepreneur.

Ressources

- [FAIR : Zoom 2024 sur la finance solidaire](#)
- [RTES : fiche du kit Communes, intercommunalités & ESS - "Finance solidaire & monnaies locales complémentaires"](#)
- [Site internet de l'Institut des Monnaies Locales](#), qui organise des formations pour les élu.e.s
- [Site internet Acheter responsable Grand Est](#)

Co-organismes :

